

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

PROCEDURE

Accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire de prestations, passé selon la une procédure d'appel d'offres ouvert les articles L.2124-1, L. 2124-2, R.2124-1, R.2124-2, R.2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande publique

Maître de l'ouvrage

Etat – Ministère des Armées

Conducteur d'opération

Service d'infrastructure de la Défense

CONTRAT SENSIBLE

OBJET DU MARCHÉ :

Projet n° DIDPPT25003

Polynésie Française - Île de Tahiti –Immeubles des forces de souveraineté, de la gendarmerie nationale et logements domaniaux

Accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire pour la réalisation de prestations de services concernant le traitement contre les xylophages au profit des formations stationnées dans les emprises militaires et domaniales des FAPF soutenues par la Direction d'infrastructure de la Défense (DID) de Papeete

Table des matières

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE ET INTERVENANTS.....	3
1.1	Définition des prestations	3
2	DESCRIPTION GENERALES.....	3
2.1	Forme de l'accord-cadre.....	3
2.2	Visite préalable et reconnaissance des emprises	3
2.3	Protection de l'environnement	4
2.4	Choix des produits et respect de l'environnement	4
3	REALISATION DES PRESTATIONS.....	4
3.1	Dispositions communes.....	4
3.2	Traitement contre les termites.....	4
3.3	Traitement contre les vrillettes.....	6
4	EXIGENCE HYGIENE SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	6
4.1	Mode opératoire.....	6
4.2	Plan de prévention.....	6
4.3	Protection des infrastructures	7
4.4	Maîtrise des compétences.....	7
5	HORRAIRES DE TRAVAIL	7

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE ET INTERVENANTS

1.1 DEFINITION DES PRESTATIONS

Les dispositions du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concernent les prestations de services relatives au traitement contre les xylophages (termites et vrillettes) de l'ensemble des bâtiments situés sur les différents sites des immeubles des forces de souverainetés, de la gendarmerie nationale et des logements domaniaux sur l'île de Tahiti.

Le présent accord-cadre sera attribué à un (1) titulaire.

Les sites soutenus par la DID de Papeete et concernés par le présent marché sont définis dans l'annexe 1 du présent CCTP. La liste des sites concernés ainsi définie n'est pas limitative et pourra éventuellement être modifiée.

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concernent l'ensemble des prestations définies ci-après.

Les travaux et prestations sont à réaliser essentiellement sur des aires extérieures aménagées (voiries, parcs de stationnement, aires sportives, ...), dans des bâtiments à usage tertiaire (bureaux, salles de réunions, locaux informatiques), des bâtiments à caractère industriel (ateliers, garages, entrepôts, ...), des bâtiments à usages divers (restaurants...) et dans des logements.

Il est indiqué :

- que le titulaire doit pouvoir intervenir simultanément sur plusieurs chantiers en fonction des commandes passées ;
- que le titulaire peut être appelé à intervenir pour des prestations en liaison avec des entreprises déjà titulaires d'autres marchés du RPA.

2 DESCRIPTION GENERALES

2.1 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire, à bons de commande, sans minimum mais avec un maximum, passé en application des articles R.2162-1 à -6 et R.2162-13 à -14 du décret 2018-1075 relatif au code de la commande publique. L'exécution des prestations est subordonnée à l'émission préalable d'un bon de commande par le RPA.

Les commandes sont émises au fur et à mesure de ses besoins sur la base des prix établis dans le bordereau de prix unitaire du titulaire du marché.

2.2 VISITE PREALABLE ET RECONNAISSANCE DES EMPRISES

Pour évaluer les prestations à exécuter, le titulaire est réputé avoir visité l'emprise concernée, de connaître les locaux et traitements à y effectuer.

Le titulaire est tenu de prendre connaissance des conditions d'exécution, de leur importance et de leurs particularités en vue de l'exécution des prestations dans tous les locaux.

2.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les conditions réglementaires en vigueur en matière de protection de l'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en apporter la preuve, en cours d'exécution de l'accord cadre et pendant la période de garantie des prestations sur simple demande de représentant du pouvoir adjudicateur.

Un plan comprenant les descriptifs des dispositifs de lutte mis en place ainsi que les fiches produites utilisés seront fournis aux organismes (chargé de prévention ainsi qu'au représentant du maître d'œuvre.

Le titulaire de l'accord cadre transmettra aux CPRP de l'organisme bénéficiaire et au chargé d'affaires de la DID PPT, un rapport établi aussitôt après chaque intervention décrivant les prestations effectuées, les produits, fournitures et matériels utilisés ainsi qu'un plan de la zone traitée.

2.4 CHOIX DES PRODUITS ET RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire de l'accord-cadre fournira dès la notification du marché, l'ensemble des fiches de sécurité des produits qu'il compte mettre en œuvre pour chaque prestation. Ceux-ci devront respecter les normes de sécurité en matière de santé et de protection de l'environnement. Aussi, s'engage-t-il à fournir l'ensemble des documents justificatifs soumis aux exigences réglementaires en matière de lutte contre les xylophages. Durant la période de validité de l'accord-cadre, si le titulaire venait à utiliser de nouveaux produits, il devra communiquer à la DID PPT ainsi qu'au CPRP des formations bénéficiaires des prestations, les nouvelles fiches de sécurités des dits nouveaux produits avant leur application.

3 REALISATION DES PRESTATIONS

3.1 DISPOSITIONS COMMUNES

Dans le cadre de traitement anti termites il peut nécessiter des travaux dans des zones confinées telle que les vides sanitaires ou les combles.

Par ailleurs pour accéder aux charpentes, il peut s'avérer indispensable la mise en œuvre d'échafaudage au-delà de 3 mètres de hauteur.

Dans telles configurations, le titulaire du marché pourra prétendre à des rémunérations complémentaires.

3.2 TRAITEMENT CONTRE LES TERMITES

Dans les Régions qui sont situés sous les tropiques, la diversité des termites est très importante. Cela se traduit par une plus grande diversité des attaques de ces insectes dans les bâtiments.

Ces termites construisent des nids dans la terre et le bois et des constructions apparaissent également au-dessus du sol.

Certaines espèces construisent des nids sur le sol, parfois partiellement enterrés ou arboricoles.

Ils se déplacent à l'abri de galeries tunnels et vivent dans le sol.

D'autres termites nichent directement dans le bois dont ils s'alimentent, sans contact avec le sol, ils ne font pas de construction. Ce sont des termites de bois sec dont les colonies sont moins peuplées que celles des genres précédents, mais cela ne les rend pas moins dangereuses pour le bois d'œuvre.

Protection des constructions neuves : il s'agit là de répondre aux exigences de la réglementation en mettant en œuvre les mesures prévues dans l'arrêté du 27 juin 2006 modifié par l'arrêté du 16 février

2010 relatif à l'application des articles R.112-2 à R.112-4 du code de la construction et de l'habitation. Cette réglementation s'applique dans les zones faisant l'objet d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 135-5 du code de la construction et de l'habitat. Dans la pratique, les dispositifs de protection concernent les bois et matériaux à base de bois à vocation structurelle ainsi que l'interface entre le sol et le bâti.

Traitement curatif de biens existants : il s'agit là d'éliminer les termites déjà présents dans le bâtiment (ou sur le terrain ou autres lieux constituant un bien). Deux types de technologies sont mise en œuvre: barrières insecticides ou pièges-appât insecticides.

Traitement préventif de biens existants : il s'agit là de protéger un bâtiment existant contre d'éventuelles attaques de termites. Cette situation peut se rencontrer en particulier lorsque le bien à protéger se situe dans une zone infestée. Actuellement, seule la réalisation d'un système de barrières insecticides permet de protéger un bien existant contre les attaques de termites.

Par conséquent, il sera procédé en cas de nécessité aux traitements suivants :

- **006-** Au préalable aux travaux à proprement dits, le titulaire du marché devra procéder à la détection de présence de termites et remettre un compte rendu ;

Traitement des sols extérieurs :

- **007-** par puits d'injection d'au moins 50 cm de profondeur ;
- **008-** par injection de termiticide préventif (dans des puits d'injection existant ou posé au titre de la commande) au moins 50 cm de profondeur ;
- **009-** par injection du termiticide curatif (dans puits d'injection existant ou posé au titre de la commande) ;

Traitement des sols intérieurs :

- **010-** puits d'injection d'au moins 50 cm de longueur pour un diamètre de 12 mm (y compris protection des ouvrages, rebouchage) ;
- **011-** injection de termiticide préventif (dans des puits d'injection existant ou posé au titre de la commande) au moins 50 cm de profondeur ;
- **012-** injection du termiticide curatif (dans puits d'injection existant ou posé au titre de la commande),

Traitement des murs :

- **013-** fourniture et pose d'injecteurs sans tête de diamètre 10 mm et de longueur 30 mm avec bille métallique inox anti-retour et bouchon plastique (couleur gris ou blanc) ;
- **014-** injection de termiticide préventif (dans injecteur posé au titre de la commande) ;
- **015-** injection du termiticide curatif (dans puits d'injection existant ou posé au titre de la commande) ;

Traitement des bois (termites)

- **016-** fourniture et pose d'injecteurs sans tête de diamètre 6,5 mm et de longueur 15 mm avec bille métallique inox anti-retour et bouchon plastique (couleur marron, beige ou blanc) ;
- **017-** fourniture et pose d'injecteurs sans tête de diamètre 10 mm et de longueur 32 mm avec bille métallique inox anti-retour et bouchon plastique (couleur marron, beige ou blanc) ;

- **018-** fourniture et pose d'injecteurs à tête standard de diamètre 9,5 mm avec bille métallique inox anti-retour et tourillon bois de protection ;
- **019-** injection de termiticide préventif (dans injecteur posé au titre de la commande) ;
- **020-** injection termiticide curatif (dans injecteur existant ou posé au titre de la commande).

3.3 TRAITEMENT CONTRE LES VRILLETES

La vrillette, petit insecte xylophage creuse ou fore dans le bois. Sur le long terme, les dégâts que la vrillette engendre peuvent devenir désastreux surtout aux niveaux des fondations des maisons ou autres habitations.

En effet, tout comme les termites, la vrillette diminue considérablement la durée de vie des meubles en bois en dévorant la surface. C'est la vrillette des bois qui est la plus dangereuse des insectes dans les habitations. Cet insecte fragilise les structures en bois telles que les charpentes, les poutres ou encore le plancher en créant des galeries. Ces insectes xylophages demandent un traitement rapide avant que l'infestation devienne irréversible.

Par conséquent, il sera procédé en cas de nécessité aux traitements suivants :

- a) **021-** Fourniture et pose d'injecteurs sans tête de diamètre 6,5 mm et de longueur 15 mm avec bille métallique inox anti-retour et bouchon plastique (couleur marron, beige ou blanc) ;
- b) **022-** Injection de l'insecticide (dans injecteur existant ou posé au titre de la commande) ;
- c) **023-** Application d'un insecticide sous forme de gel pénétrant.

4 EXIGENCE HYGIENE SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

4.1 MODE OPERATOIRE

Avant le début des prestations et pendant la durée de l'accord-cadre, le titulaire fournira au représentant du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires à l'analyse des risques liés à son intervention.

Il mettra en œuvre toutes les dispositions nécessaires à la prévention des risques conformément à la réglementation en vigueur, notamment celles indiquées dans les documents contractuels et dans le plan de prévention.

4.2 PLAN DE PREVENTION

Toute intervention doit faire l'objet d'un plan de prévention, rédigé avec le CPRP de chaque formation et le chargé d'affaires de la DID et dans lequel les consignes de sécurité à respecter et les mesures à prendre sont spécifiées.

Le titulaire ne pourra en aucun cas débiter les prestations avant que l'inspection de prévention préalable ait eu lieu.

Lors de la rédaction du plan de prévention, le titulaire de l'accord-cadre devra justifier du respect des exigences de la loi du pays 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation ; la commercialisation et l'utilisation de pesticides en Polynésie française et de ses arrêtés d'application en ce qui le concerne.

Les accidents de travail

Le titulaire déclarera immédiatement à la DID-PPT tout accident survenu à l'un de ses salariés pendant l'exécution des prestations ainsi qu'au CPRP des organismes bénéficiaires.

Toute déclaration sera suivie d'une analyse de circonstances de l'accident effectuées en commun par le titulaire et le CPRP. Celle-ci a pour but de dégager les mesures éventuelles destinées à prévenir d'autres accidents à l'avenir.

4.3 PROTECTION DES INFRASTRUCTURES

Le titulaire s'oblige à ne pas obstruer de manière intempestive les voies d'accès, issues de secours ou bornes incendies et à ne pas dégrader les installations, bâtiments, aménagements et véhicules sur les différents sites d'intervention.

De plus, il devra se conformer aux zones de stationnement conformément au plan de prévention.

Toute dégradation des installations ou équipements du fait du titulaire nécessitant une remise en état sera à sa charge.

4.4 MAITRISE DES COMPETENCES

Le titulaire tiendra à jour la liste des personnes qui interviendront pour réaliser les prestations avec le niveau de compétence associé et nécessaire à la réalisation de leurs tâches. Ces personnes devront être à jour des contrôles élémentaires permettant l'accès aux emprises militaires.

Le niveau de compétence des personnels devant intervenir au titre de la prestation devra être fourni au chargé d'affaires de la DID et au CPRP de chaque organisme bénéficiaire en amont du démarrage des prestations.

Seuls les personnels du titulaire disposant des documents réglementaires nécessaires à l'utilisation des produits employés pourront réaliser les prestations sur les emprises des FAPF.

5 HORAIRES DE TRAVAIL

Les horaires de travail des organismes sont les suivants :

- les lundis, mardis et jeudis de 06h30 à 16h10 ;
- Les mercredis et vendredis de 06h30 à 12h30.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour intervenir durant ces créneaux horaires.